Numéro 150

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
MARS - AVRIL 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°150
Mars - avril 2026

SOMMAIRE

- Emery Kituku Kinzonzi, *L'utopie de l'apolitisme de la société civile dans un État en quête de démocratie. Réflexion sur un acteur politique autrement identifié*.....1
- Emmanuel Tshisekedi Babatubia, *L'assurabilité d'activités sportives en RD Congo*.....7
- Seraphine Kilongozi Musambi, *VIH, IST et prévenu : l'angle mort de la justice pénale congolaise en matière de violences sexuelles*.....13
- Véronique Pomo Lopaka, Jonathan Enguta Mwenzi et Simon Kayoyo Umbela, *Analyse comparative des indicateurs de qualité de l'enseignement entre les instituts supérieurs techniques publics et privés de la ville de Kinshasa*.....21
- Symphorien Lobo Kasongo, *Référendum d'initiative partagée (RIP) pour un développement durable dans le territoire de Lubao*.....27
- Héritier Tuli, *Le musée à l'épreuve du public : perceptions, malentendus et attentes face aux collections patrimoniales à Kinshasa*.....34
- Jerry Papa, *Pouvoirs propres et pouvoirs partagés du Président de la République : relecture à la lumière du contreseing en droit constitutionnel congolais*.....42
- Bernadette Muisaka kamono, Olivier Mangapi Kinze et Josephat Tshianda Kapinga, *Pratiques éducatives parentales telles que perçues par les adolescents de la commune de la N'Sele à Kinshasa*.....49
- Papy-David Imbwan Tambala, Henri-Bonard Bamfumu Musasa, Orchidée Phoba, *Usages informels du smartphone en contexte d'interdiction scolaire : étude menée auprès d'élèves finalistes en RD Congo*.....55
- Socrates Kangulumba Kiseselle, *Vacance prolongée du porte-parole de l'opposition politique en République démocratique du Congo : entre blocage institutionnel et stratégie politique*.....61
- Jonathan Mfiri Kenshune, *Opportunités et défis de la pratique du « e-église » sur le marché congolais de la foi*.....68
- Sylvain Kitenge Lobaba, *Cour des comptes et répression des fautes de gestion : quel regard pour une bonne gouvernance en RD Congo ?*.....74
- Fulgence Mbala Songa, Elysée Nteba Nawotuhola, Rodrigues Mboma Matondo, *Opportunités du marché du carbone et préalables à son opérationnalisation en République démocratique du Congo*.....82
- Timothée Ngongo Tambwe, *La question de migration des Mbororo face aux défis sécuritaires en Afrique centrale : opportunité ou facteur de déstabilisation*.....90
- Raphael Omatoko Okongema, *La sécurisation des paiements électroniques en droit congolais : analyse critique du cadre normatif et perspectives de réforme*.....98
- Mike Bola Malumalu, *La vente à tempérament en République démocratique du Congo. Analyse juridique, enjeux économiques et perspectives de réforme*.....103
- Elvis Felo Bitumba, Reagan Ngonzo Kitumba et Rochelvie Mayele Nkelele, *Difficulté d'adaptation durant la transition secondaire-université à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Kinshasa*.....108

- Gabriel Onadambo Koy, *Regard critique sur la responsabilité civile prévue à l'article 260 alinéa 2 CCCLIII en cas de dommages causés par l'enfant mineur de la rue*.....114
- Benjamin Mbamba Kpako, Henri Ingwa Lofinda et Patience Mbulazwa Indolo, *Compétence numérique la plus observée chez le personnel scientifique de l'Université de Kinshasa à l'ère du système Licence-Master-Doctorat (LMD)*.....120
- Hervé Sossongo ya Mosossongo, Dieudonné Kungwa Sungura et Edouard Nyembo ya Mahingu, *Le cadre juridique du secret bancaire en RD Congo : entre protection de la vie privée et exigences de transparence financière*.....128
- Arnold Musao Kalombo, *Transition écologique et choix stratégiques de développement en Afrique centrale : le dilemme pétrole–biodiversité dans le cas du Parc national de Virunga*……138
- Jimmy Edjimi Kwey, Ezekiel Lelo Lelo, Patrick Tsakala Musamu, *Analyse stratégique et managériale d'internationalisation et du développement des entreprises congolaises* ……144
- Guelord Kabamba Mukendi, Adolphe Mafuata Ngalamulume, Célestin Mutombo Kazadi, *Incidence du profil des entrepreneurs sur la pérennité des microentreprises implantées dans la commune de Limete*……153
- Leprince Nkwahata Masangata, *Engagement citoyen pour une gestion responsable des déchets ménagers dans la ville de Kinshasa*……159
- Francine Ipanthiar Lathiar, *Le phénomène de retour dans la rue des enfants de la rue resocialisés par les organisations non gouvernementales : quelles stratégies pour une réinsertion sociale efficace et durable ?*..……171
- Eric Isikanga Itongo, *La fonction régulatrice du juge constitutionnel : un pouvoir implicite en droit constitutionnel congolais*……177
- Thedi Kazadi Katumba, *Analyse des stratégies des établissements publics congolais pour tirer profit des crédits carbone sur le marché international*……183
- Augustin Elodi Osombe, *Les immunités des représentants de l'État et la culpabilité pour crimes internationaux*……189
- Sosthène Bokebe Iyeti, Michel Remo Yossa, Jonathan Enguta Mwenzi, *Image organisationnelle et fidélité des salariés de quelques entreprises du portefeuille de l'État congolais*……196
- Guy Kashemwa Bahogwerhe, Gabriel Kalonda Mbulu, *Intelligence économique, un nouvel outil d'influence d'une organisation : principes, stratégies et lobbying*……..203
- Patricka Musumadi Kiluwa, *De la responsabilité des plateformes numériques en RD Congo : défis du commerce via les réseaux sociaux*……...214
- Jean-Claude Tshipama, *Les facteurs clés de succès des entreprises « Born Global » : une approche théorique contextualisée à la République Démocratique du Congo*……..219
- Emmanuel Minga, Hugues Kwete, Alex Mbantshi, *Microcrédit digital en RD Congo : coût réel, transparence et risques pour les utilisateurs de rallonge M-pesa*……..225
- Pacifique Kubuya Ndoole, *Conflits armés dans le Kivu et stratégies discursives de l'État congolais face à l'AFC/M23 : entre guerre de communication et communication de guerre*……233
- Brince Bope Misha-mi-Kiengel, *De la stratégie RH à la stratégie de rémunération des entreprises* ……239
- Joseph Chura Bilo, *Utilisation des enfants et des femmes enceintes dans l'exploitation artisanale minière en territoire de Djugu dans la province de l'Ituri en RD Congo*……...246
- Ten Mukenga Kamina, *Analyse de l'efficacité des finances publiques en RD Congo (2016–2022) : une approche économétrique de la mobilisation des recettes fiscales*..……257
- Hénoc Kalala Mukuna, *Formes et preuve de la faute médicale en droit congolais*……263
- Bruno Kabutakapua Bukasa, Olga Nghowa Yandjo, Nathan Mubunda Lukata, Charles Kasongo Muitshilua, *Le mariage et la garde des enfants en droits sénégalais, congolais*

(Brazzaville) et de la République démocratique du Congo : une analyse comparative du pluralisme juridique et de l'effectivité des normes……269

- Marc Yanakoy Omadjela, Cédrick Gasetebi Isobe, Niva Betu Kasenda, *Analyse du climat des affaires et attractivité des investissements dans une province enclavée : cas du Sankuru en RD Congo*……278
- Blaise Tsasa Mpanzu, *L'octroi de crédits par la microfinance FINCA et son impact sur la réduction de la pauvreté à Kananga*……286
- Patrick Djema, *L'Agence internationale de l'énergie atomique face au programme nucléaire iranien : entre régulation internationale et logiques de puissance*……..295
- Salem Mongoho Mosailo, *Le financement alternatif comme levier stratégique de financement des sociétés non cotées dans l'espace OHADA : analyse critique et perspectives pour la RD Congo*.....302
- Joseph Chura Bilo, *Incidence de l'exploitation minière artisanale d'or sur l'environnement et la santé humaine en territoire de Djugu à l'Ituri (RD Congo)*……...311
- Guy Kwete Mwana, *Du divorce-sanction au divorce-remède en droit congolais : réalités judiciaires et enjeux sociaux*……324
- Emmanuel Lumbu, *Le devoir de vigilance communautaire : un rempart contre les crimes environnementaux dans le secteur minier congolais*.....330
- Emmanuel Kashemwa Zihalirwa, *L'encadrement juridique des contrats intelligents dans le secteur bancaire en République Démocratique du Congo*.....339
- Beloty Mukamutshunu Mangay, *Gouvernance institutionnelle et déterminants de la souscription à l'assurance responsabilité civile chez les conducteurs de mototaxis à Kinshasa : analyse économétrique dans la commune de Lemba*.....346
- Claude Batanu Mukubayi et Robert Odimba Osepe, *Nationalité et dévolution du pouvoir en RD Congo : enjeux juridiques et politiques aux approches des élections générales de 2023*……. 357
- Gertrude Baku Nzoau, *Analyse de l'efficacité du financement d'entretien routier en République démocratique du Congo*.....365
- Dieudonné Kungwa Sungura, Edouard Nyembo ya Mahingu et Hervé Sossongo ya Mososongo, *La faiblesse du contrôle juridictionnel des finances publiques en RD Congo de 2021 à 2023 : analyse et perspectives*…….....377
- John Aladina et Odilon Gamela Nginu, *Effets de la gouvernance sur la performance des entreprises publiques en RD Congo : cas des entreprises du secteur minier*.....386
- Paul Ramazani, *L'urgence d'un choix : le vote préférentiel pour la consolidation d'un État plus démocratique et consensuel*.....399
- Louise Pala Kamango, *Les principes de l'évaluation archivistique : pratiques applicables à l'Université de Kinshasa*.....407
- Hubert Nguamu Pamba, *L'intégration et l'appropriation du logiciel Nguamya pour l'optimisation de la communication organisationnelle en RD Congo : étude de cas du parc CAREV de Kimpese (Kongo Central)*.....413

ANALYSE COMPARATIVE DES INDICATEURS DE QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT ENTRE LES INSTITUTS SUPÉRIEURS TECHNIQUES PUBLICS ET PRIVÉS DE LA VILLE DE KINSHASA

par

Véronique POMO LOPAKA

Assistante et Apprenante en D.E.S.

Jonathan ENGUTA MWENZI, Simon KAYOYO UMBELA

Professeurs

(Tous) *Faculté de Psychologie et Sciences de l'Education, Université de Kinshasa*

Résumé

Cette étude analyse comparativement les indicateurs de qualité de l'enseignement dans les instituts supérieurs techniques publics et privés de la ville de Kinshasa. Seize établissements ont été examinés (8 publics et 8 privés). L'évaluation a porté sur trois dimensions consensuelles de la qualité : les infrastructures, les matériels didactiques et le personnel enseignant. Les données ont été collectées par observation structurée et analyse documentaire et traitées par des statistiques descriptives et inférentielles (test t de Student et test F de Levene). Les résultats montrent que, globalement, aucune différence statistiquement significative n'est observée entre les deux secteurs.

Mots-clés : *qualité de l'enseignement, instituts supérieurs techniques, secteur public, secteur privé, Kinshasa.*

Abstract

This study comparatively examines teaching quality indicators in public and private higher technical institutes in Kinshasa. Sixteen institutions (8 public and 8 private) were selected. Three major quality dimensions were assessed: infrastructure, teaching materials, and teaching staff. Data were collected through structured observation and documentary analysis, and analyzed using descriptive and inferential statistics (Student's t-test and Levene's F-test). Overall results indicate no statistically significant difference between the two sectors.

Keywords : *quality of education, technical colleges, public sector, private sector, Kinshasa*

INTRODUCTION

L'enseignement supérieur technique constitue aujourd'hui un levier stratégique pour le développement socio-économique des pays en quête d'industrialisation et de modernisation de leur appareil productif. En République démocratique du Congo, et particulièrement dans la ville de Kinshasa, les instituts supérieurs techniques jouent un rôle déterminant dans la formation d'une main-d'œuvre qualifiée capable de répondre aux besoins des secteurs clés tels que le bâtiment, les travaux publics, la santé, l'informatique et la gestion (Enguta, 2021). C'est dans ce contexte que la théorie du capital humain (Becker, 1964) considère l'éducation comme un investissement capable d'accroître la productivité individuelle et collective. Dans cette perspective, la qualité de la formation offerte par les établissements d'enseignement supérieur devient un facteur central de compétitivité nationale.

Par ailleurs, le modèle Input–Process–Output proposé par Astin (1993) souligne que les résultats académiques sont étroitement liés à la qualité des ressources mobilisées (infrastructures, encadrement pédagogique, équipements). De son côté, Clark (1998) met en évidence l'influence de la gouvernance institutionnelle et des modes d'organisation sur la performance des établissements. Sur le plan empirique, plusieurs recherches menées en contexte congolais ont examiné la question de la qualité dans l'enseignement supérieur, mais principalement dans les universités généralistes (Kayoyo, 2021 ; Matsundo, 2021 ; Enguta, 2021 ; Enguta & Banza, 2023 Kayoyo (2021), dans son étude portant sur la gestion de la qualité de l'enseignement au sein des universités congolaises, a constaté que celles des deux secteurs (public et privé) souffrent pratiquement des mêmes maux qui affectent sérieusement la qualité de l'enseignement dispensé, mais à des degrés différents. Enguta (2021) a évalué la qualité de l'enseignement dans les universités de Kinshasa, en évaluant les aptitudes intellectuelles, la créativité et les traits de personnalité qu'elles sont censées développer. Il a pu constater une faible efficacité interne de la formation universitaire congolaise, en partant du fait que le développement des aptitudes intellectuelles et créatives des étudiants est insuffisant.

Matsundo (2023), dans son étude portant sur la perception des anciens étudiants sur l'efficacité de l'enseignement supérieur à Butembo, a interrogé les diplômés de l'Institut Supérieur Pédagogique de Muhangi (ISP-M), de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM) de Butembo, de l'Université de l'Assomption au Congo (UAC), de l'Université Catholique du Graben (UCG) et de l'Université Officielle de Ruwenzori. Ces diplômes ont attesté l'efficacité de l'enseignement dispensé dans leurs établissements.

L'analyse de ces différentes études révèle que seule l'étude de Matsundo (2023) a considéré la situation des instituts supérieurs techniques. Cependant, cette étude présente quelques limites qui affectent la nature

des résultats obtenus. Tout d'abord, l'étude étant menée à Butembo, ses résultats ne peuvent être généralisés à tous les instituts supérieurs techniques congolais. En deuxième lieu, l'étude n'a pas considéré de façon formelle les indicateurs de la qualité de l'enseignement dispensé dans ces instituts (Bernard, 2011). En partant de toutes ces limites, nous avons trouvé indispensable de mener une étude comparant les indicateurs de la qualité de l'enseignement dans les instituts supérieurs techniques privés et publics de la ville de Kinshasa. Précisément, trois types d'indicateurs liés respectivement aux infrastructures propres, au personnel enseignant et aux matériels didactiques sont considéré. Cette étude s'établit sur l'hypothèse principale selon laquelle il existerait des différences significatives des indicateurs de qualité de l'enseignement entre les instituts supérieurs techniques publics et privés de la ville de Kinshasa.

I. CADRE METHODOLOGIQUE

1.1. Cadre physique

La ville de Kinshasa, à travers ses instituts supérieurs techniques, constitue le cadre physique de la présente étude. De façon précise, la ville de Kinshasa comprend 47 instituts supérieurs, dont 9 sont publics et 38 sont privés. Nous avons recouru au tirage probabiliste tiré de manière raisonnée. Le choix de la technique d'échantillonnage s'établit sur notre jugement qui est fondé sur les deux paramètres essentiels. Les deux paramètres essentiels sont (1) le statut juridique de l'établissement, qui est l'« agrément du ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire », et (2) la viabilité. À ce sujet, les résultats des enquêtes de viabilité des établissements d'enseignement supérieur et universitaire permettent de distinguer trois types d'établissements ci-après : (1) les établissements viables avec un score moyen de 50 ou plus, (2) les établissements intermédiaires dont le score moyen est de 40 à 49 ainsi que (3) les établissements non viables dont le score moyen est inférieur à 40.

En appliquant ces critères sur la population source, on a pu sélectionner 8 sur les 9 instituts supérieurs techniques publics. Pour faciliter la comparaison, huit instituts supérieurs techniques privés ont également été choisis de manière non probabiliste, en tenant compte des critères susmentionnés.

Concrètement, les instituts ciblés dans le secteur public sont : (1) l'institut des bâtiments et des travaux publics (IBTP), (2) l'institut supérieur des techniques appliquées (ISTA), (3) l'institut supérieur des statistiques (ISS), (4) la haute école de commerce, (5) l'Académie des Beaux-Arts (ABA), (6) l'institut supérieur des arts et métiers (ISAM), (7) l'institut supérieur des techniques médicales de Kinshasa (ISTM-Kin) et (8) l'institut national des arts (INA).

Dans le secteur privé, les établissements choisis sont : (1) l'Institut supérieur des sciences infirmières de Monkole (ISSI-Monkole), (2) l'école supérieure des métiers d'information et de communication (ESMICOM), (3) l'Institut supérieur d'informatique, de programmation et d'analyse (ISIPA/Kinshasa), (4) l'Institut supérieur d'enseignement technique et médical (ISETEM), (5) l'école informatique des finances (EIFI), (6) l'Institut de pétrole et gaz (IPG), (7) l'institut supérieur des sciences de santé de la Croix-Rouge (ISS-CR) et (8) l'Institut supérieur d'enseignement technique, arts et métiers (ISETAM).

1.2. Méthodologie de l'étude

Pour éprouver les objectifs de l'étude, nous avons recouru à deux méthodes de collecte des données. Il s'agit de l'observation et de la méthode documentaire. L'observation a été appuyée par une grille d'observation, et nous a permis d'apprécier les indicateurs liés aux infrastructures et aux matériels didactiques. Pour apprécier la qualification et la disponibilité des enseignants, la méthode documentaire, appuyée par la consultation des rapports annuels des établissements, a été mise à profit.

1.3. Variables et indicateurs pris en compte

Le tableau suivant présente les variables considérées dans l'étude ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Tableau I. Indicateurs par dimensions

N°	Variables	Sous-variables (Indicateurs)	
1	Infrastructures propres	Nombre des locaux pour l'enseignement	
		Taux de saturation des locaux	
		Etat des bâtiments	
2	Matériels didactiques et roulant	Bibliothèque	Nombre de bibliothèques
			Nombre d'ouvrages minimum
			Etat des bibliothèques
		Laboratoires et ateliers	Nombre selon les filières

		Nombre et qualité d'équipements
		Taux d'occupation des labo/atelier
		Etat d'équipements labo/ateliers
3.	Personnel enseignant	Nombre d'enseignants qualifiés propres à l'établissement par filière
		Charge horaire par l'enseignant
		Respect ratio enseignants qualifiés-étudiants

1.4. Techniques de traitement des données

Pour traiter les données de l'étude, nous avons recouru à deux indices statistiques ci-après : (1) la moyenne et (2) le pourcentage. À côté de ces indices, nous avons utilisé aussi le test t de Student et le test F de Levene.

II. RÉSULTATS

2.1. Résultats globaux

Les résultats globaux présentés dans les lignes qui suivent se rapportent à trois catégories d'indicateurs (infrastructures, personnel enseignant et matériels didactiques). Ces résultats présentent la situation globale sans tenir compte des spécificités de différents indicateurs de l'étude.

Tableau II. Résultats globaux par variables selon le secteur d'enseignement

		Infrastructures propres scores prévus : 10		**Personnel enseignant Score prévus : 12**		**Matériels didactiques Scores prévus : 33**					
						Bibliothèques Score prévu : 10		**Laboratoires et ateliers Score prévu : 23**		**Total Score prévu : 55**	
Secteur	**Nombre des IS**	**Score $\bar{X}$**	**Score $\bar{X}$ (%)**	**Score $\bar{X}$**	**Score $\bar{X}$ (%)**	**Score $\bar{X}$**	**Score $\bar{X}$ (%)**	**Score $\bar{X}$**	**Score $\bar{X}$ (%)**	**Score $\bar{X}$**	**Score $\bar{X}$ (%)**
Public	8	5,71	57,12	8,68	72,29	4,47	44,75	13,30	57,83	32,16	58,48
Privé	8	8,06	80,63	6,68	55,63	5,27	52,75	18,32	79,67	38,34	69,70
Moyenne générale	**16**	**6,89**	**68,87**	**7,68**	**63,96**	**4,87**	**48,75**	**15,81**	**68,75**	**35,25**	**64,09**

Légende : Moyenne, %; pourcentage, IS : Institut supérieur

Du tableau 2, il ressort que les instituts supérieurs techniques privés semblent avoir plus d'infrastructures de qualité comparativement aux instituts supérieurs techniques publics. Au niveau des matériels didactiques, on constate que les instituts supérieurs techniques privés semblent avoir plus de bibliothèques, de laboratoires et d'ateliers de qualité par rapport aux instituts supérieurs publics. Ces conclusions sont dues au fait que les moyennes des instituts supérieurs techniques privés dans ces deux variables sont plus élevées que celles des instituts supérieurs techniques publics. Du même tableau, on constate que les instituts supérieurs techniques publics ont plus d'enseignants qualifiés que les établissements privés. Cette conclusion est justifiée par la supériorité numérique de la moyenne des établissements publics dans cette variable par rapport aux établissements privés. Ces différences constatées, pour être fondées, doivent faire l'objet d'une analyse statistique.

Les résultats présentés ci-haut donnent la situation des instituts supérieurs et ne permettent pas de tirer une conclusion générale par rapport à l'efficacité des établissements d'enseignement supérieur enquêtés. C'est pourquoi nous avons additionné les scores des établissements aux différentes variables de la qualité de l'enseignement.

Tableau III. Résultats globaux selon le secteur d'enseignement

Statut	**Indices statistiques**			
	N	Moyenne	Ecart-type	Erreur standard moyenne
Public	8	32,16	7,72	2,72
Privé	8	38,33	7,34	2,59

La lecture du tableau 3 indique que les instituts supérieurs techniques privés semblent faire preuve d'excellente qualité (infrastructures, personnel enseignant, matériels didactiques de qualité)

comparativement aux instituts supérieurs techniques privés. Dans le souci de tester statistiquement cette différence numérique, nous recourons au test t de Student.

Tableau IV. Comparaison des scores globaux de la qualité de l'enseignement selon le secteur d'enseignement

Test de Levene sur l'égalité des variances		**Test-t pour égalité des moyennes**			
F	Sig.	t	ddl	Sig.	Décision
0,26	0,61	-1,63	14	0,12	Non significative

Légende : F : F de Levene, sig : signification, t : t de Student, ddl : degré de liberté,

D'après le tableau 4, on observe que les variances des résultats de l'étude, selon le secteur d'enseignement, sont homogènes (p>0,05 Le test de l'homogénéité des variances est exigé avant de recourir au test t de Student, car les résultats à celui-ci varient en fonction de la nature des variances. Pour le test t de Student, les résultats indiquent que les différences constatées précédemment en matière d'indicateurs de la qualité de l'enseignement selon le secteur d'activité ne sont pas statistiquement significatives. En d'autres termes, la qualité de l'enseignement dans les instituts du secteur privé ne diffère pas de celle des instituts publics (p>0,05).

2.2. Discussion des résultats

Les résultats globaux ont montré que, sur le plan descriptif, les instituts supérieurs techniques privés présentent une moyenne générale plus élevée (M = 38,33) que les instituts publics (M = 32,16). Cette différence numérique semblait, à première vue, suggérer un avantage du secteur privé en matière de qualité de l'enseignement, notamment pour les infrastructures et les matériels didactiques. L'analyse inférentielle par le test t de Student (p = 0,12 > 0,05) n'a toutefois pas permis de confirmer une différence statistiquement significative entre les deux secteurs.

2.2.1. Une supériorité descriptive qui ne résiste pas à l'analyse inférentielle

L'écart observé au niveau des moyennes peut être interprété comme une tendance plutôt qu'une preuve d'un avantage structurel consolidé. En effet, la non-significativité statistique indique que la variation constatée pourrait relever de fluctuations liées à l'échantillonnage ou à des caractéristiques spécifiques à certains établissements, plutôt qu'à l'effet systématique du statut juridique (public ou privé).

Ce résultat s'inscrit dans la logique du modèle Input–Process–Output développé par Alexander Astin (1991), selon lequel la performance globale d'un établissement ne dépend pas exclusivement de la nature des ressources (inputs), mais également de la manière dont ces ressources sont mobilisées et transformées dans le processus pédagogique. Autrement dit, disposer de meilleures infrastructures ne garantit pas mécaniquement une qualité supérieure sans optimisation des processus académiques.

2.2.2. Lecture différenciée des indicateurs

- Infrastructures et matériels didactiques

Les établissements privés obtiennent des scores plus élevés en infrastructures (80,63 % contre 57,12 %) et en laboratoires/ateliers (79,67 % contre 57,83 %). Cette tendance peut s'expliquer par une plus large flexibilité financière et administrative du secteur privé, permettant des investissements rapides dans l'amélioration des équipements. Cette observation rejoint celle de Clark (1988), qui souligne que les institutions jouissant d'une autonomie décisionnelle accrue développent souvent des stratégies plus dynamiques en matière d'investissement matériel. Cependant, ces avantages matériels ne se traduisent pas, au niveau global, par une différence statistiquement significative. Cela suggère que les infrastructures constituent une dimension importante mais non suffisante de la qualité de l'enseignement.

- Personnel enseignant

Les résultats indiquent que les établissements publics disposent proportionnellement d'un plus grand nombre d'enseignants qualifiés (72,29 % contre 55,63 %). Cette supériorité peut être liée à la stabilité de l'emploi dans le secteur public et à la présence d'enseignants titulaires engagés dans des carrières académiques de long terme. Cette dimension renvoie directement à la théorie du capital humain de Becker (1964), selon laquelle la qualité du personnel constitue un investissement fondamental pour la production de compétences. La qualification des enseignants demeure un facteur structurant de la performance pédagogique, parfois plus déterminant que les ressources matérielles. Ainsi, si le privé semble mieux doté en équipements, le public paraît mieux pourvu en capital humain académique. Cette complémentarité pourrait expliquer l'absence de différence significative au niveau global.

2.2.3. Convergence avec les recherches antérieures

Les conclusions de la présente étude rejoignent celles de Kayoyo (2024), où il a été observé, dans le contexte universitaire congolais, que les difficultés structurelles affectent à la fois les établissements publics et privés, bien que sous des formes différentes. De même, les travaux d'Enguta et Banza (2023) ont montré que la qualification du corps enseignant constitue un déterminant majeur de la qualité perçue, indépendamment du statut institutionnel. Quant aux analyses d'Enguta (2021), elles mettent en évidence l'interdépendance entre conditions matérielles et organisation pédagogique dans l'explication de la performance académique. Les résultats internationaux cités (Chowdhury et al., 2025) confirment également que, dans plusieurs pays en développement, les écarts descriptifs entre secteurs tendent à s'estomper lorsqu'on applique des analyses statistiques rigoureuses. La qualité apparaît alors comme un construit multidimensionnel, difficilement réductible à une opposition public/privé.

2.2.4. Implications interprétatives

L'absence de différence significative invite à dépasser une lecture binaire du système d'enseignement supérieur technique. La qualité ne semble pas dépendre prioritairement du statut juridique, mais plutôt : (1) de la cohérence entre ressources matérielles et capital humain ; (2) de la gouvernance interne ; (3) de la capacité de planification stratégique, et (4) de l'efficacité des mécanismes de suivi académique. En d'autres termes, la variable « secteur d'enseignement » ne constitue pas, à elle seule, un facteur explicatif suffisant de la qualité globale.

2.2.5. Validation de l'hypothèse

L'hypothèse principale postulant l'existence de différences significatives des indicateurs de qualité de l'enseignement entre les instituts supérieurs techniques publics et privés de la ville de Kinshasa n'est pas confirmée statistiquement. Les résultats montrent que, malgré certaines disparités sectorielles (avantage matériel du privé, avantage académique du public), ces différences s'équilibrent globalement. Ainsi, la qualité de l'enseignement dans les instituts supérieurs techniques étudiés apparaît comme un phénomène systémique, résultant d'interactions complexes entre ressources, organisation et pratiques pédagogiques, plutôt que comme la conséquence directe du statut institutionnel.

CONCLUSION

La présente étude avait pour objectif d'examiner comparativement les indicateurs de qualité de l'enseignement dans les instituts supérieurs techniques publics et privés de la ville de Kinshasa. À travers l'analyse des infrastructures, du personnel enseignant et des matériels didactiques, il s'agissait de déterminer si le statut institutionnel constituait un facteur déterminant de la qualité globale de l'offre de formation. Les résultats descriptifs ont révélé certaines disparités sectorielles. Les établissements privés se distinguent par de meilleures performances en matière d'infrastructures et d'équipements techniques, notamment les laboratoires et ateliers. À l'inverse, les établissements publics présentent une proportion plus élevée d'enseignants qualifiés. Ces constats suggéraient, à première vue, une différenciation structurelle entre les deux secteurs. Toutefois, l'analyse inférentielle fondée sur le test t de Student n'a pas permis de confirmer l'existence d'une différence statistiquement significative au niveau global. Autrement dit, les écarts observés dans les moyennes ne traduisent pas une supériorité systémique d'un secteur sur l'autre. En définitive, la qualité de l'enseignement dans les instituts supérieurs techniques de Kinshasa ne saurait être interprétée à travers une opposition simpliste entre public et privé. Elle repose sur une dynamique systémique où s'articulent ressources, compétences et gouvernance.

BIBLIOGRAPHIE

- ASTIN A. W., *Assessment for excellence: the philosophy and practice of assessment and evaluation in higher education*, McMillan, New York, 1991.
- BECKER G., *Human capital: a theoretical and empirical analysis with special reference to education*, Columbia University Press, New York, 1964.
- BERNARD H., *Comment évaluer, améliorer, valoriser l'enseignement supérieur ?*, De Boeck, Bruxelles, 2011.
- CLARK B. R., *Creating entrepreneurial universities: organizational pathways of transformation*, Pergamon Press, Oxford, 1998.
- CHOWDHURY S. A. et al., « Integrating an educational supply chain model in the higher education sector: Meeting the 21st-century workforce demands in Bangladesh », *Frontiers in Education*, vol. 10, 2025, pp. 15–45.
- ENGUTA MWENZI J., BANZA NSOMWE-A-NFUNKWA E., « Student evaluation of teaching quality at the University of Kinshasa », *Journal of Social Sciences*, vol. 6, n° 3, 2023, pp. 141–150.

- KAYOYO UMBELA S., « La gestion de la qualité de l'enseignement au sein des universités en RD Congo : opinions des parties prenantes », *Mouvements et enjeux sociaux*, vol. 137, n° 1, 2024, pp. 7–20.
- MATSUNDO K. S., « Perception of alumni on higher learning education efficacy in Butembo, Democratic Republic of Congo », *Proceedings of the International Conference on Future of Education*, vol. 4, n° 1, 2023, pp. 8–19.
- ENGUTA MWENZI J., *Évaluation de l'effet de la formation universitaire sur les aptitudes intellectuelles, la créativité et la personnalité des étudiants finalistes des universités de Kinshasa*, Thèse de doctorat en psychologie, Université de Kinshasa, 2021, inédit.
- KAYOYO UMBELA S., *Gestion de la qualité de l'enseignement au sein des universités en République Démocratique du Congo : analyse comparative des indicateurs de qualité*, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de Kinshasa, 2021, inédit.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

